

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN NOVEMBRE 2024 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin novembre 2024, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

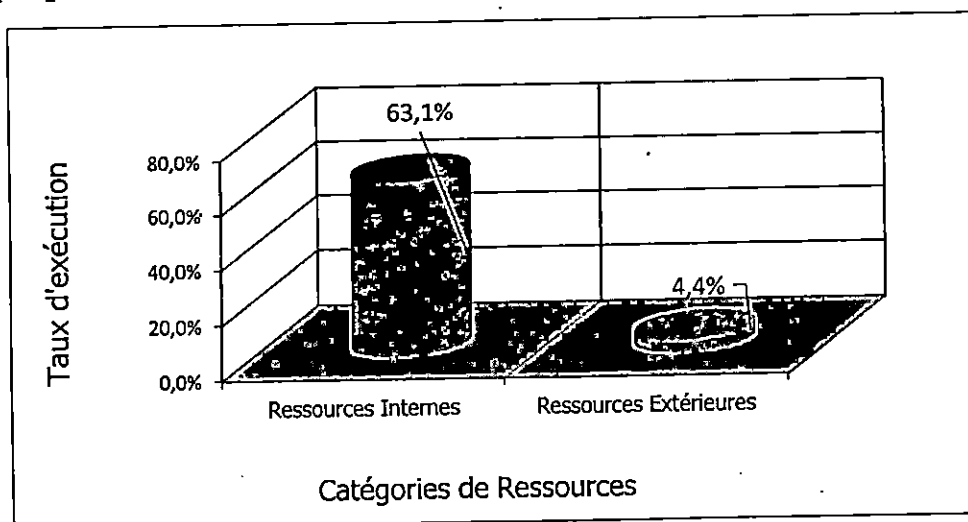
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin novembre 2024 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 15.452.848.509.472 FC contre les prévisions linéaires de 34.252.417.780.429 FC, soit un taux d'exécution de 45,1%.

Les dépenses exécutées sur ressources propres sont à l'ordre de 14.991.516.428.137 FC contre les prévisions linéaires de 23.759.915.977.031 FC représentant un taux d'exécution de 63,1%.

L'exécution des données relatives aux ressources extérieures, est chiffrée à 461.332.081.335 FC, contre les prévisions linéaires de 10.492.501.803.398 FC, soit un taux d'exécution de 4,4%.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n° 1 : Exécution du budget général par catégorie de ressources



1. La dépense de rémunération s'élève à 7.731.655.442.837 FC et comprend essentiellement le traitement de base du personnel permanent, le traitement de base du personnel contractuel, les primes et indemnités permanentes et autres.

Le service de la dette a été payé à hauteur de **350.583.872.716 FC** et comprend le principal de la dette publique en capital exécuté à **248.317.042.095 FC** et les intérêts de **102 266 830 621 FC** payés en faveur du club de Kinshasa à hauteur de **11.673.836.652 FC** et de la dette multilatérale à hauteur de **90.592.993.968 FC**. Les commissions bancaires ont été payés à hauteur de **68.541.908.976 FC**, et les intérêts titrisés et moratoires n'ont connu aucune exécution.

La rétrocession aux Administrations financières se chiffre à **1.228.911.958.234 FC** répartis comme suit : la Direction Générale des Impôts **658.563.864.055 FC**, Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations **334.179.461.225 FC** et la Direction Générale des Douanes et Accises **236.168.632.954 FC**, représentant respectivement **53,6%**, **27,2%** et **19,2%** de l'enveloppe totale.

Outre la rémunération, le service de la dette, les charges transférées en province ainsi que la rétrocession aux administrations financières, ci-dessous l'essentiel de dépenses exécutées à fin novembre 2024 :

- organisation des activités commémoratives de la journée internationale de la canne blanche en RDC pour une enveloppe de **1.697.013.407 FC** ;
- approvisionnement en produits alimentaires pour la prison d'Angenga de l'ordre de **1.687.002.000 FC** ;
- achat des carburants et bois de chauffage pour la prison d'Angenga avec une enveloppe de **86.125.000 FC**, **295.200.000 FC** pour la prison centrale de Makala ainsi que **104.640.000 FC** pour la prison de Luzumu ;
- appui au programme de lutte contre le phénomène kuluna dans les différents districts de la ville province de Kinshasa avec une enveloppe de **800.000.000 FC** ;
- paiement d'un montant de **2.385.352.546 FC** pour l'acquisition d'équipements médicaux spécialisés au profit de l'Hôpital Général de Kalemie dans la province de Tanganyika, de **17.455.592.321 FC** pour l'achat de 4.500 tonnes d'engrais chimiques au profit du Service National ainsi que de **430.187.358 FC** pour la maintenance de la centrale hydroélectrique de KAKOBOLA dans la province de Kwilu ;
- mise à disposition de fonds avec une enveloppe de **5.000.000.000 FC** au profit des déplacés internes du Nord et du Sud Kivu ;
- approvisionnement en médicaments antipaludéens (FEDECAME) avec une enveloppe de **13.062.599.550 FC** ;
- acquisition de matériels agricoles au profit du Ministère de l'Agriculture de l'ordre de **2.651.838.557 FC**. Il s'agit notamment de 5 rotary luter alpego rh 300, 5 epandeurs portes, 5 semiors à 6 rangs plus pulvérisateurs, tracteurs et équipements agricoles, 5 tracteurs caseih, 5 charrues à 3 disques et 5 remorques de 5 tonnes de charrues ;
- prise en charge des enfants vivant avec l'autisme et d'autres troubles neurodéveloppementaux d'un import de **300.000.000 FC** .

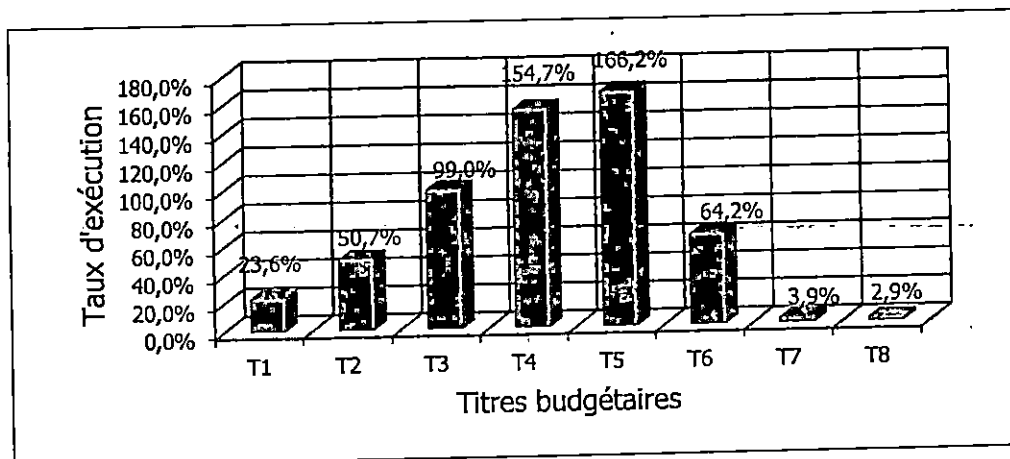
2. Les données d'exécution de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n° 1 : Dépenses du budget général par titre à fin novembre 2024

Code	Titre	Votes	Prévision Linéaire (11 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	1 051 288 779 502	248 317 042 095	23,6%	1,6%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	201 817 398 990	102 266 830 621	50,7%	0,7%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 738 794 334 098	8 010 561 472 923	7 935 168 961 937	99,1%	51,4%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	442 096 053 439	684 081 712 698	154,7%	4,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220	1 036 600 373 618	1 717 335 286 282	165,7%	11,1%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 873 101 873	6 480 717 010 050	4 160 774 159 449	64,2%	26,9%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	11 691 202 348 624	452 384 905 916	3,9%	2,9%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	5 338 134 343 283	152 519 610 473	2,9%	1,0%
Total		37 366 273 942 286	34 252 417 780 429	15 452 848 509 472	45,1%	100%

- Dette publique en capital (T1) : 248.317.042.095 FC contre les prévisions linéaires de 1.051.288.779.502 FC, soit un taux d'exécution de 23,6% ;
- Frais financiers (T2) : 102 266 830 621 FC contre les prévisions linéaires de 201.817.398.990 FC, soit un taux d'exécution de 50,7% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 7.935.168.961.937 FC contre les prévisions linéaires de 8.014.686.472.923 FC, soit un taux d'exécution de 99,0% ;
- Biens et matériels (T4) : 684.081.712.698 FC contre les prévisions linéaires de 442.096.053.439 FC, soit un taux d'exécution de 154,7% ;
- Dépenses de prestations (T5) : 1.717.335.286.282 FC contre les prévisions linéaires de 1.033.208.706.952 FC, soit un taux d'exécution de 166,2% ;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 4.160.774.159.449 FC contre les prévisions linéaires de 6.479.983.676.717 FC, soit un taux d'exécution de 64,2% ;
- Equipements (T7) : 452.384.905.916 FC contre les prévisions linéaires de 11.691.202.348.624 FC, soit un taux d'exécution de 3,9% ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition et immobilière (T8) : 152.519.610.473 FC contre les prévisions linéaires de 5.338.134.343.283 FC, soit un taux d'exécution de 2,9%.

Graphique n° 2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire

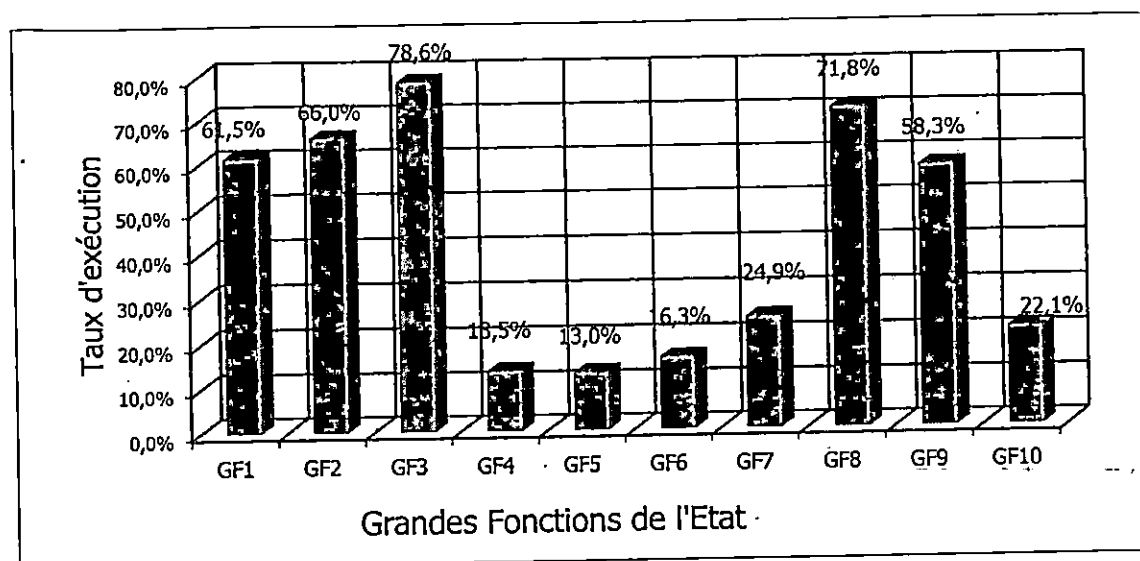


3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :
Tableau n° 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin novembre 2024

Code	Grande fonction	Voté	Prévision Linéaire (11 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	9 783 402 838 099	8 968 119 268 257	5 741 508 273 167	64,0%	37,2%
2	DEFENSE	2 537 409 297 058	2 325 958 522 304	1 538 243 907 072	66,1%	10,0%
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	2 287 297 407 863	2 096 689 290 541	1 703 356 523 668	81,2%	11,0%
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	8 632 584 450 532	7 913 202 412 987	1 050 501 327 909	13,3%	6,8%
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	327 111 945 614	299 852 616 813	39 728 613 265	13,2%	0,3%
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	628 978 595 976	576 563 712 978	100 747 875 650	17,5%	0,7%
7	SANTE	5 342 195 433 336	4 897 012 480 558	1 205 693 015 314	24,6%	7,8%
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	310 150 138 200	284 304 293 350	218 998 349 381	77,0%	1,4%
9	ENSEIGNEMENT	6 788 628 950 307	6 222 909 871 115	3 699 176 075 562	59,4%	23,9%
10	PROTECTION SOCIALE	728 514 885 300	667 805 311 525	154 894 548 482	23,2%	1,0%
Total		37 366 273 942 286	34 252 417 780 429	15 452 848 509 472	45,1%	100%

- Services généraux des Administrations publiques (GF1) : 5.741.508.273.167 FC contre les prévisions linéaires de 8.968.119.268.257 FC, soit un taux d'exécution de 64,0% ;
- Défense (GF2) : 1.395.939.261.677 FC contre les prévisions linéaires 2.114.507.747.549 FC, soit un taux d'exécution de 66,0% ;
- Ordre et sécurité publics (GF3) : 1.498.162.140.767 FC contre les prévisions linéaires de 1.906.081.173.219 FC, soit un taux d'exécution de 78,6% ;
- Affaires économiques (GF4) : 974.318.506.825 FC contre les prévisions linéaires de 7.193.820.375.443 FC, soit un taux d'exécution de 13,5% ;
- Protection de l'environnement (GF5) : 35.435.455.633 FC contre les prévisions linéaires de 272.593.288.012 FC, soit un taux d'exécution de 13,0% ;
- Logement et équipements collectifs (GF6) : 85.237.176.533 FC contre les prévisions linéaires de 524.148.829.980 FC, soit un taux d'exécution de 16,3% ;
- Santé (GF7) : 1.109.775.469.280 FC contre les prévisions linéaires de 4.451.829.527.780 FC, soit un taux d'exécution de 24,9% ;
- Religion, culture, sports et loisirs (GF8) : 185.564.438.496 FC contre les prévisions linéaires de 258.458.448.500 FC, soit un taux d'exécution de 71,8% ;
- Enseignement (GF9) : 3.297.253.550.498 FC contre les prévisions linéaires de 5.657.190.791.923 FC, soit un taux d'exécution de 58,3% ;
- Protection sociale (GF10) : 134.111.886.876 FC contre les prévisions linéaires de 607.095.737.750 FC, soit un taux d'exécution de 22,1%.

Graphique n° 3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat



4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 3 : Dépenses du budget général par rubrique à fin novembre 2024

Code	Rubrique	Votes	Provision Linéaire (12 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Bourse d'Études	10 000 000 000	9 166 666 667	140 959 214	1,5%	0,0%
2	Charges Communes	290 992 034 288	266 742 698 097	211 077 154 716	79,1%	1,4%
3	Contrepartie des Projets	100 978 000 000	92 563 166 667	39 647 065 909	42,8%	0,3%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	820 000 000 000	751 666 666 667	71 805 716 205	9,6%	0,5%
5	Dette Publique	1 146 860 486 729	1 051 288 779 502	248 317 042 095	23,6%	1,6%
6	Financement des Réformes	75 000 000 000	68 750 000 000	243 103 993 973	353,6%	1,6%
7	Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	1 330 479 684 712	1 519 007 312 754	114,2%	9,8%
8	Fonctionnement des Ministères	2 212 474 615 407	2 028 101 730 789	2 246 610 311 111	110,8%	14,5%
9	Fonds de Péréquation	1 957 558 208 134	1 794 428 357 456		0,0%	0,0%
10	Frais Financiers	220 164 435 262	201 817 398 990	102 266 830 621	50,7%	0,7%
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 213 593 041 484	1 112 460 288 027	815 787 154 042	73,3%	5,3%
12	Investissements sur Ressources Extérieures	11 446 365 603 707	10 492 501 803 398	461 332 081 335	4,4%	3,0%
13	Investissements sur Ressources Propres	1 696 017 733 150	1 554 682 922 054	59 950 861 736	3,9%	0,4%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 374 121 166 780	3 092 944 402 881	43 875 007 408	1,4%	0,3%
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	247 693 645 388	85 474 168 731	34,5%	0,6%
16	Rémunérations	8 125 021 236 950	7 447 936 133 871	7 731 655 442 837	103,8%	50,0%
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 367 124 995 389	1 253 197 912 440	1 228 911 958 234	98,1%	8,0%
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	343 650 000 000	315 012 500 000	5 973 615 135	1,9%	0,0%
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	20 854 166 667		0,0%	0,0%
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	27 940 000 000	2 364 204 358	8,5%	0,0%
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	830 800 480 056	335 547 629 056	40,4%	2,2%
22	TVA Remboursable	285 150 955 746	261 388 376 101		0,0%	0,0%
	Total	37 366 273 942 286	34 252 417 780 429	15 452 848 509 472	45,1%	100%

- **Bourse d'étude (RB1) :** 140.959.214 FC contre les prévisions linéaires de 9.166.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 1,5% ; ayant pour bénéficiaire le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire ;
- **Charges communes (RB2) :** 211.077.154.716 FC contre les prévisions linéaires de 266.742.698.097 FC, soit un taux d'exécution de 79,1%. Pour ce mois, les charges communes ont été payées pour les dépenses de carburant (69.497.539.662 FC), les frais d'assurances (22.474.564.935 FC) ainsi que frais médicaux et pharmaceutiques (23.667.955.148 FC) ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** chiffré à l'ordre de 39.647.065.909 FC contre les prévisions linéaires de 92.563.166.667 FC, soit un taux d'exécution de 42,8% pour l'acquisition d'équipements médico-chirurgicaux, de diagnostic et hospitaliers ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) :** 71.805.716.205 FC contre les prévisions linéaires de 751.666.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 9,6% orientées spécialement pour l'intervention des catastrophes naturelles, calamités et accidents majeurs ;
- **Quant à la Dette publique (RB5),** elle est exécutée à 248.317.042.095 FC contre les prévisions linéaires de 1.051.288.779.502 FC, soit un taux d'exécution de 23,6% ; Pour un paiement de 90.156.270.531 FC pour la dette extérieure envers le Club de Kinshasa et 143.519.073.648 FC pour la dette Multilatérale. Pour la dette intérieure, la dette Commerciale est payée à hauteur de 13.242.827.466 FC et 1.398.870.450 FC pour la dette sociale ;
- **Financement des réformes (RB6) :** 243.103.993.973 FC contre les prévisions linéaires de 65.358.333.333 FC, soit un taux d'exécution de 372,0% pour diverses réformes menées dans le pays notamment celle de l'administration publique et des finances publiques ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 1.519.007.312.754 FC contre les prévisions linéaires de 1.330.479.684.712 FC, soit un taux d'exécution de 114,2% orientée vers le fonds spécial d'intervention (985.669.887.581 FC), les autres prestations (167.739.409.841 FC), ainsi que 55.150.842.781 FC en faveur de frais secret de recherche et 156.472.399.176 FC pour les différents fonctionnements ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) :** 2.246.610.311.111 FC contre les prévisions linéaires de 2.028.101.730.789 FC, soit un taux d'exécution de 110,5% au profit et des différents transferts aux ambassades et postes consulaires avec une somme de 24.173.611.186 FC, semences agricoles et produits agro-alimentaires de l'ordre de 49.130.000 FC, frais secret de recherche d'une enveloppe de 532.381.626.727 FC ;
- **Frais financiers (RB10) :** 102.266.830.621 FC contre les prévisions linéaires de 201.817.398.990 FC, soit un taux d'exécution de 50,7%. Il s'agit des intérêts produits par le club de Kinshasa (11.673.836.652 FC) et la dette multilatérale (90.592.993.968 FC) ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) :** exécutées à hauteur de 815.787.154.042 FC contre les prévisions linéaires de 1.111.726.954.694 FC, soit un taux d'exécution de 73,4% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) :** exécutés à 4,4% contre les prévisions linéaires 10.492.501.803.398 FC pour acquisition d'équipements divers au bénéfice du Fonds National de Promotion de Service Social à une somme de 12.257.012.569 FC ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) :** décaissés à hauteur de 59.950.861.736 FC contre les prévisions linéaires de 1.554.682.922.054 FC, soit un taux d'exécution de 3,9% pour la Réhabilitation des aéroports Kavumu, Kananga, Goma (36.595.241.952 FC) ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) :** 43.875.007.408 FC contre les prévisions linéaires de 3.092.944.402.881 FC, soit un taux d'exécution de 1,4% ;

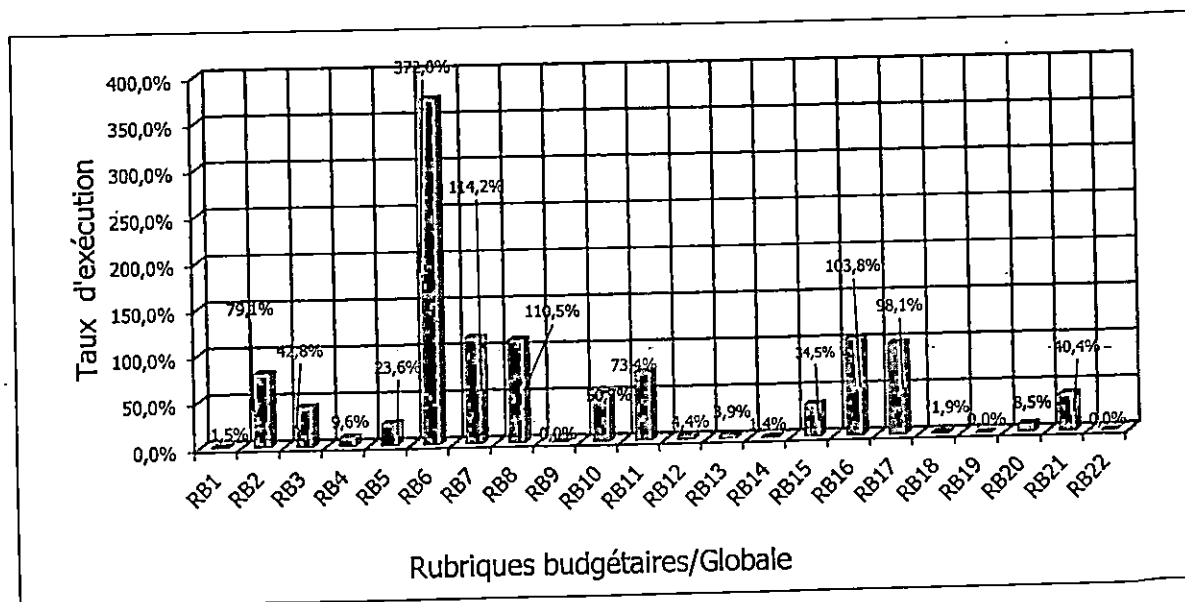
- **Mise à la retraite (RB15)** : 85.474.168.731 FC contre les prévisions linéaires de 247.693.645.388 FC, soit un taux d'exécution de 34,5% au profit de la pension de retraite et rente des différents fonctionnaires de l'Etat ;
- **Rémunérations (RB16)** : à fin novembre, les rémunérations exécutées s'élèvent à 7.731.655.442.837 FC contre les prévisions linéaires de 7.447.936.133.871 FC, soit un taux d'exécution de 103,8%. Il est à noter que ces rémunérations représentent 50,0% des dépenses du budget général exécutées ;

La mise en œuvre de la politique salariale au quatrième trimestre 2024 a permis notamment l'harmonisation de l'enveloppe salariale et d'autres avantages du personnel de la Recherche Scientifique et Innovation Technologique, la prise en compte de l'effectif non payé au niveau national et du Sud Kivu du Cadre Permanent de Concertation Économique, la correction et mécanisation des administratifs, assistants et professeurs des différents instituts universitaires ainsi que la poursuite de l'application du barème bibwa, l'application intégrale du barème et prise en charge du personnel additionnel de l'entité de liaison du droit de l'homme, le paiement de la prime institutionnelle de 33 professeurs et fonctionnaires ainsi que les arriérés de T3 2024 au profit de 95 administratifs de la cour de cassation, le déploiement du Service National à Lubumbashi, Kinzau Mvuete, Maniema, Haut Lomami et Kinshasa, le réajustement des grades à certains cadres à la Bibliothèque Nationale du ministère de Culture et Arts.

- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17)** : 1.228.911.958.234 FC contre les prévisions linéaires de 1.253.197.912.440 FC, soit un taux d'exécution de 98,1% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18)** : la subvention aux budgets annexes au mois de novembre, a été exécutée au montant de 5.973.615.135 FC contre les prévisions linéaires de 315.012.500 000 FC, soit un taux d'exécution de 1,9% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20)** : 2.364.204.358 FC contre les prévisions linéaires de 27.940.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 8,5% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21)** : 335.547.629.056 FC contre les prévisions linéaires de 830.800.480.056 FC, soit un taux d'exécution de 40,4%.

A fin novembre, les rubriques, Fonds de péréquation (RB9), Subvention aux Services Déconcentrés (R19), et la TVA remboursable (RB22) n'ont pas encore été payées.

Graphique n° 4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les *Charges transférées en Provinces et ETD* (40%) ont connu une exécution de 3.170.055.879.213 FC, contre les prévisions linéaires de 6.807.259.512.710 FC, soit un taux d'exécution de 46,6%.

Pour les charges transférées en province, la majeure partie de dépenses a été payée dans la rubrique Rémunérations avec un taux d'exécution de 96,8% contre les prévisions linéaires de 2.883.514.629.772 FC ;

L'exécution de la rubrique Investissement sur Transfert aux Provinces et ETD s'élève à 43.875.007.408 FC, orientée spécialement pour l'acquisition des tracteurs et autres engins agricoles pour la ville province de Kinshasa avec une enveloppe de 10.216.969.324 FC, la relance des activités agricoles dans la province de la Tshopo de l'ordre de 1.104.611.939 FC.

6. Les dépenses sociales retenues dans la Loi de finances 2024, correspondant au critère des *dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)*, renvoient à la somme des dépenses de l'administration centrale (Santé, Éducation, ...), spécialement les dépenses de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (SRMNEA) et soins de santé primaires, les décaissements du cofinancement de vaccins soutenu par GAVI et achat de vaccins traditionnels ainsi que les décaissements du cofinancement tuberculose / paludisme / VIH/SIDA. Elles renseignent un niveau de 4.434.616.610.562 FC, contre les prévisions linéaires de 12.395.261.310.631 FC, soit un taux d'exécution de 35,8%.

Le tableau ci-dessous renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire.

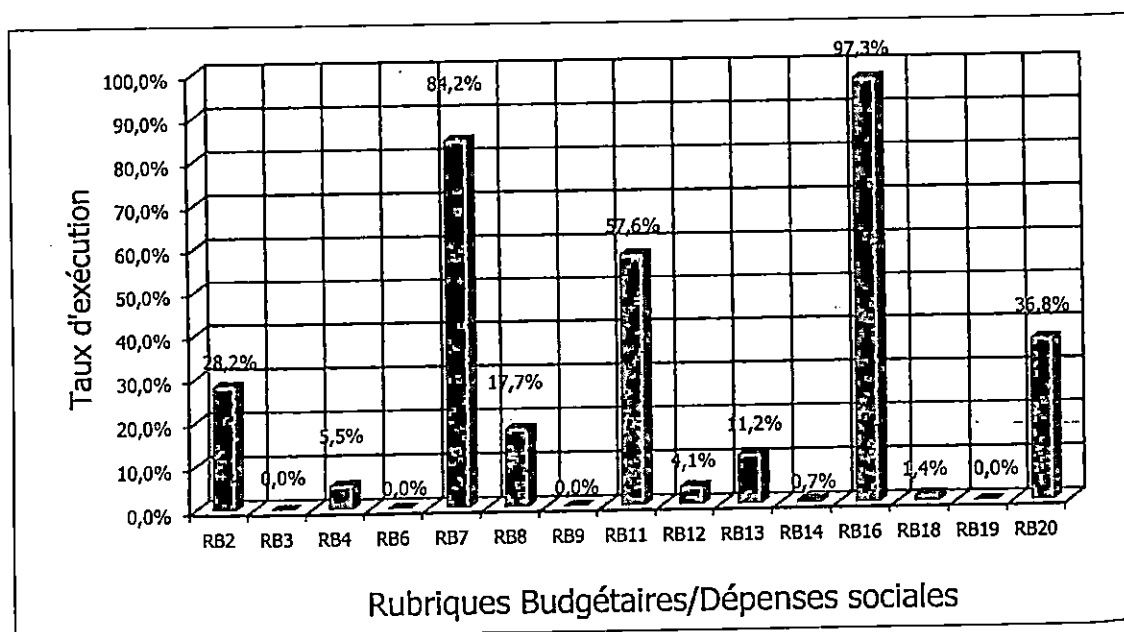
Tableau n° 4 : Dépenses sociales à fin novembre 2024

Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (11 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Charges Communes	104 826 344 788	96 090 816 056	27 057 716 062	28,2%	0,6%
2	Contrepartie des Projets	16 098 214 922	14 756 697 012		0,0%	0,0%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	36 666 666 667	2 000 000 000	5,5%	0,0%
4	Financement des Réformes	6 056 470 250	5 551 764 396		0,0%	0,0%
5	Fonctionnement des Institutions	202 095 680 546	185 254 373 834	155 938 602 527	84,2%	3,5%
6	Fonctionnement des Ministères	247 457 613 862	226 836 146 040	40 233 570 372	17,7%	0,9%
7	Fonds de Péréquation	924 554 874 163	847 508 634 649		0,0%	0,0%
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	401 436 723 890	367 983 663 566	211 907 649 884	57,6%	4,8%
9	Investissements sur Ressources Extérieures	4 079 136 751 589	3 739 208 688 957	151 635 571 680	4,1%	3,4%
10	Investissements sur Ressources Propres	357 491 775 297	327 700 794 022	36 595 241 952	11,2%	0,8%
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 809 849 709 242	2 575 695 566 805	17 611 516 351	0,7%	0,4%
12	Rémunérations	4 247 343 487 418	3 893 398 196 800	3 788 677 986 587	97,3%	85,4%
13	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 171 963 063	67 990 966 141	970 500 325	1,4%	0,0%
14	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	3 273 629 186		0,0%	0,0%
15	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	5 128 667 051	1 888 754 823	36,8%	0,0%
16	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 417 497 582	2 216 039 450	99 500 000	4,5%	0,0%
	Total	13 522 103 247 961	12 395 261 310 631	4 434 616 610 562	35,8%	100%

- **Charges communes (RB2) : 27.057.716.062 FC** contre les prévisions linéaires de 96.090.816.056 FC, soit un taux d'exécution de 28,2% ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) : 2.000.000.000 FC** contre les prévisions linéaires de 36.666.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 5,5% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 155.938.602.527 FC** contre les prévisions linéaires de 185.254.373.834 FC, soit un taux d'exécution de 84,2% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 40.233.570.372 FC** contre les prévisions linéaires de 226.836.146.040 FC, soit un taux d'exécution de 17,7% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 211.907.649.884 FC** contre les prévisions linéaires de 367.983.663.566 FC, soit un taux d'exécution de 57,6% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 151.635.571.680 FC** contre les prévisions linéaires de 3.739.208.688.957 FC, soit un taux d'exécution de 4,1% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : 36.595.241.952 FC** contre les prévisions linéaires de 327.700.794.022 FC, soit un taux d'exécution de 11,2% ;
- **Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 17.611.516.351 FC** contre les prévisions linéaires de 2.575.695.566.805 FC, soit un taux d'exécution de 0,7% ;
- **Rémunérations (RB16) : 3.788.677.986.587 FC** contre les prévisions linéaires de 3.893.398.196.800 FC, soit un taux d'exécution de 97,3% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) : 970.500.325 FC** contre les prévisions linéaires de 67.990.966.141 FC, soit un taux d'exécution de 1,4% ;
- **Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 1.888.754.823 FC** contre les prévisions linéaires de 5.128.667.051 FC, soit un taux d'exécution de 36,8% ;
- **Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21) : 99.500.000 FC** contre les prévisions linéaires de 2.216.039.450 FC, soit un taux d'exécution de 4,5% ;

Les rubriques **Contrepartie des projets (RB3)**, **Financement des reformes (RB6)**, **Fonds de péréquation (RB9)**, **Subventions aux Services Déconcentrés (R19)** n'ont connu aucune exécution en cette période.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/Dépenses sociales



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 5 et 6.

Tableau n° 5 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	92	92	88	73	0,0%	79,3%
2	FRAIS FINANCIERS	158	158	158	149	0,1%	94,3%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	117 944	117 484	117 422	116 555	73,4%	98,8%
4	BIENS ET MATERIELS	3 345	3 312	2 701	1 525	1,0%	45,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	35 551	35 416	34 650	32 885	20,7%	92,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	9 845	9 755	9 107	7 446	4,7%	75,6%
7	EQUIPEMENTS	199	181	118	55	0,0%	27,6%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	65	61	29	10	0,0%	15,4%
Total		167 199	166 459	164 273	158 698	100%	94,9%

Après étude des données du tableau n° 5, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été payée en faveur des dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) ont connu une exécution de 43,0% contre 51,4% à fin octobre 2024. Un paiement régulier des dossiers d'investissement devra être maintenu afin d'atteindre la croissance et le développement du pays.

Tableau n° 6 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

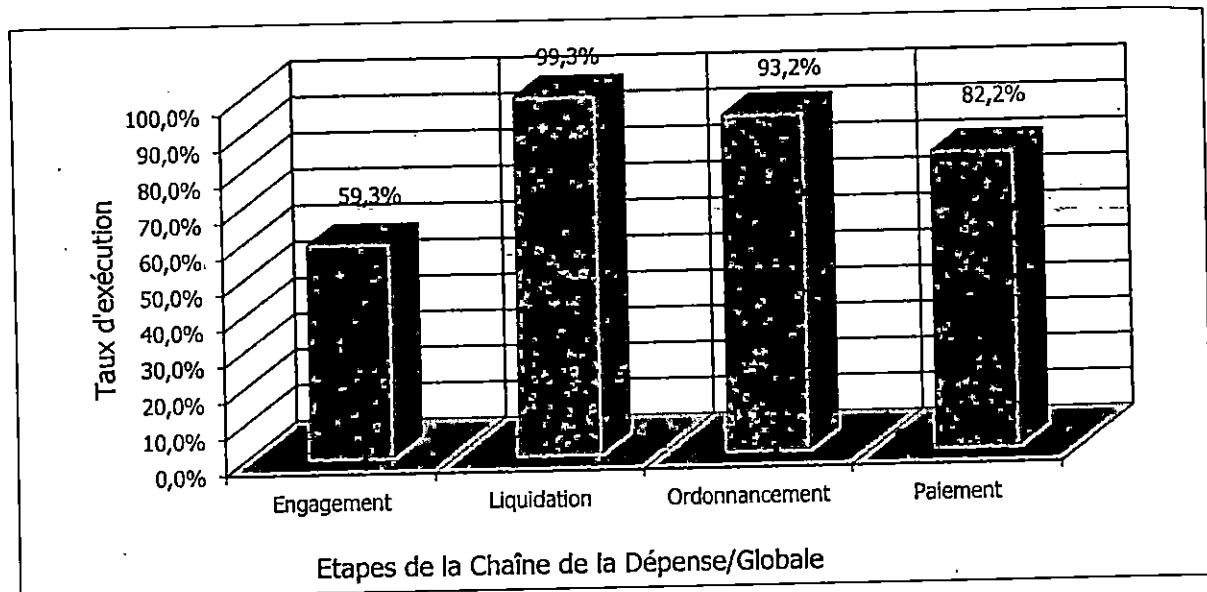
Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire 1		Engagement 2		Liquidation 3		Ordonnement 4		Payé 5	
			(11 mois)	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 466 729	1 051 288 779 502	297 677 175 636	28,3%	297 677 175 636	100,0%	279 418 119 053	93,9%	248 317 042 095	88,9%	
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	201 817 398 990	131 108 241 462	65,0%	131 108 241 462	100,0%	131 108 241 462	100,0%	102 266 830 621	78,0%	
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 743 294 334 098	8 014 686 472 923	8 198 697 502 871	102,3%	8 204 852 098 752	100,1%	8 138 686 811 006	99,2%	7 935 168 961 937	97,5%	
4	BIENS ET MATERIELS	482 266 603 752	442 096 053 439	1 021 363 661 511	231,0%	1 013 675 505 316	99,2%	960 129 773 477	94,7%	684 081 712 698	71,2%	
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 127 136 771 220	1 033 208 706 952	2 884 753 984 717	279,2%	2 869 810 397 573	99,5%	2 471 608 043 025	86,1%	1 717 335 286 282	69,5%	
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 073 101 873	6 479 983 676 717	6 462 803 522 602	99,7%	6 386 005 442 959	98,8%	5 818 397 925 876	91,1%	4 160 774 159 449	71,5%	
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	11 691 202 348 624	863 173 980 548	7,4%	825 140 355 285	95,6%	724 435 267 270	87,8%	452 384 905 916	62,4%	
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	5 338 134 343 283	452 492 566 244	8,7%	449 752 390 526	97,2%	283 180 106 095	63,0%	152 519 610 473	53,9%	
Total		37 366 273 942 286	34 252 417 780 429	20 322 070 635 591	59,3%	20 178 021 607 509	99,3%	18 806 964 287 265	93,2%	15 452 848 509 472	82,2%	

(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 20.322.070.635.591 FC, contre les prévisions linéaires de 34.252.417.780.429 FC, soit un taux global de fluidité de 59,3% ;
- **Liquidation** : 20.178.021.607.509 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,3% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 18.806.964.287.265 FC, renseignant un taux global de fluidité de 93,2% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 15.452.848.509.472 FC indiquant un taux global de fluidité de 82,2% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 7 et 8 ci-après :

Tableau n° 7 : Volume de dossiers de dépenses sociales par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engagé	Liquidé	Ordonné	Payé	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	53 405	53 391	53 324	53 139	93,4%
4	BIENS ET MATERIELS	593	589	498	233	0,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	929	897	731	279	0,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 004	3 980	3 830	3 195	5,6%
7	EQUIPEMENTS	102	92	54	30	0,1%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	27	25	11	5	0,0%
Total		59 060	58 974	58 448	56 881	100,0%

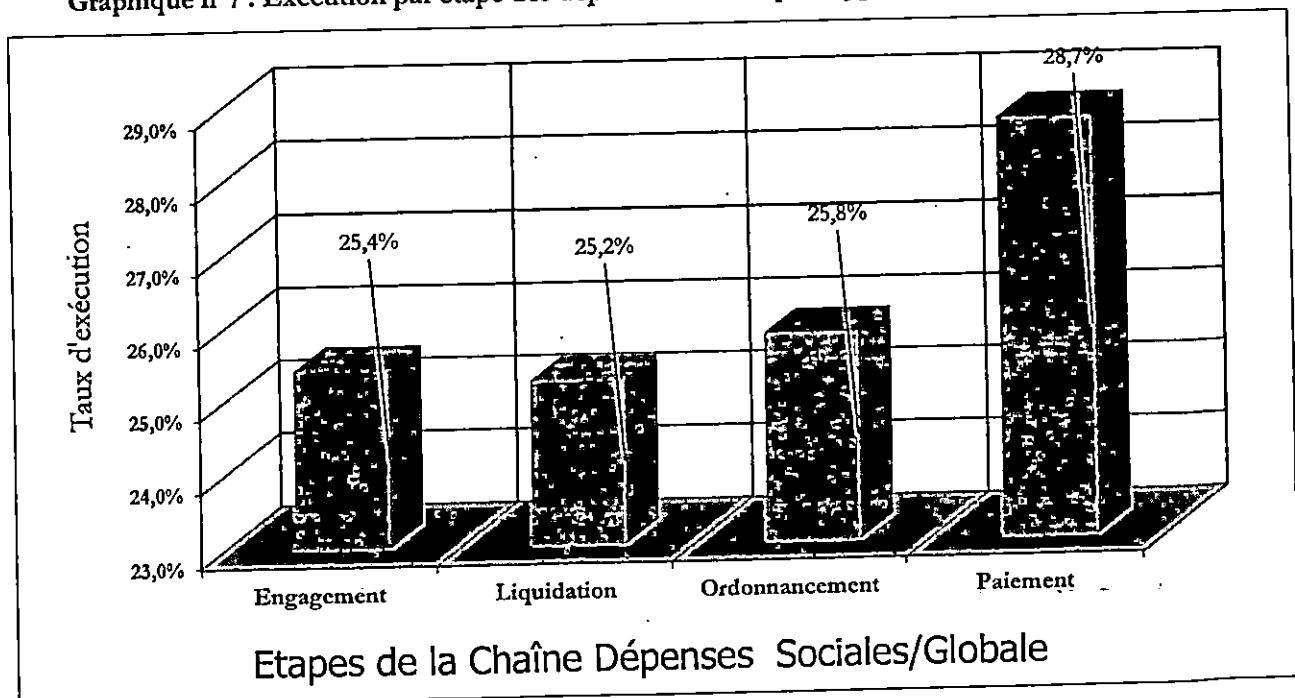
Du tableau n° 7 ci-dessus, il se dégage que les Dépenses sociales sont plus orientées vers les dépenses du personnel.

Tableau n° 8 : Exécution en valeur de dépenses sociales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	4 321 230 615 255	3 828 171 703 821	88,6%	3 827 511 123 941	100,0%	3 821 720 736 225	99,8%	3 798 910 180 835	99,4%
4	BIENS ET MATERIELS	85 322 240 615	62 201 715 946	72,9%	61 979 760 421	99,6%	58 623 695 952	94,6%	35 881 222 922	61,2%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	248 155 667 385	190 606 104 478	76,8%	188 754 131 134	99,0%	137 958 900 968	73,1%	58 276 041 627	42,2%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	677 845 901 911	679 351 408 850	100,2%	641 083 945 814	94,4%	573 115 404 938	89,4%	335 607 335 195	58,6%
7	EQUIPEMENTS	4 313 446 291 559	246 339 224 389	5,7%	214 192 693 829	87,0%	135 417 317 207	63,2%	86 920 940 586	64,2%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 876 102 531 236	158 932 020 564	4,1%	157 651 118 853	99,2%	129 660 779 743	82,2%	119 020 889 397	91,8%
Total		13 522 103 247 961	5 165 602 178 048	38,2%	5 091 172 773 993	98,6%	4 856 496 835 032	95,4%	4 434 616 610 562	91,3%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les dépenses sociales ont été exécutées comme suit :
- Engagement : 5.165.602.178.048 FC, soit un taux de 25,4% par rapport aux engagements globaux ;
 - Liquidation : 5.091.172.773.993 FC, soit un taux de 25,2% par rapport aux liquidations globales ;
 - Ordonnancement : 4.856.496.835.032 FC, soit un taux de 25,8% par rapport aux ordonnancements globaux ;
 - Paiement : 4.434.616.610.562 FC, soit un taux de 28,7% par rapport aux paiements globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des dépenses sociales par rapport aux dépenses globales



III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL A LA BASE DE 145 TERRITOIRES

a. Brève présentation du PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue de développer son territoire national à travers un projet ambitieux ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République, Chef de l'Etat intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

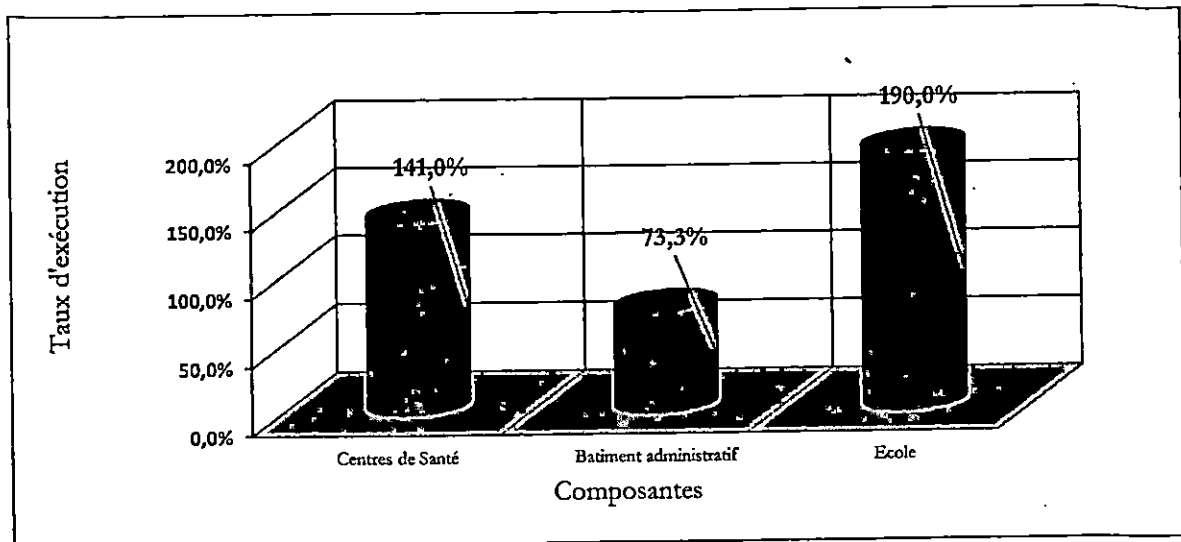
A ce jour, le niveau d'exécution connaît un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse des exécutions du PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 % et particulièrement pour la province du Kongo Central, l'enveloppe décaissée s'élève à 26.263.491.057 FC.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1 du PDL – 145 T



NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T du troisième trimestre 2023 et du premier semestre 2024, sont en cours de traitement. En outre, ce programme, comptant dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat parmi les acquis phares du quinquennat antérieur, a reçu le crédit d'un montant de 755.490.000.000 FC dans la loi de finances 2024.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits lui transmis par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 21 juin 2024 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

Tableau n° 9 : Evaluation des recommandations

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
1.	Les réunions de conciliation devront se tenir deux fois le mois (bihebdomadaire) pour un début et par la suite de manière mensuelle c'est-à-dire une fois le mois ;	DGPPB	En cours d'organisation
2.	Transmission des avis des débits ;	CII	Non exécutée
3	Transmission mensuelle des décaissements ;	DGTCP	- Exécutée de janvier à août 2024 - Non exécutée de septembre à novembre 2024

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
4.	La PGAI a souhaité que la transmission des données relatives aux ressources extérieures s'effectue trimestriellement ;	PGAI	Non exécutée
5.	La CTSP devra envoyer régulièrement à la DGPPB le rapport validé de l'exécution du PDL-145T ;	CTSP-DGPPB	Rapport exécuté à fin septembre 2024
6.	La DGPPB devra mettre à la disposition de la CTSP et de la PGAI un modèle de présentation des données selon la nomenclature budgétaire ;	DGPPB-CTSP-PGAI	Exécutée
7.	La DGPPB devra être associée dans la commission technique de mise en œuvre du PDL-145T ;	CTSP	Non exécutée
8.	La CSTP/PDL 145-T a souhaité qu'il y ait des rencontres entre la DGPPB et la CSTP pour améliorer l'échange des données dans le cadre du PDL-145T.	CTSP-DGPPB	Non exécutée

Source : Secrétariat Technique ESB

Fait à Kinshasa, le 24 JAN 2025

Pour le Directeur Général en congé,

Jean MBUYI MUKEMBA

Directeur

